

Grèves et mobilisation nationale contre la loi El Khomri : mais au-delà de ce qu'ils ne veulent pas, les Français savent-ils ce qu'ils souhaitent ?



Les opposants contre la loi travail espèrent redonner du souffle à la mobilisation mardi 17 mai. Si les Français ont accepté les fondamentaux du libéralisme, ils ne sont pas forcément prêts à en adopter tous les principes.

Avec Jean Petaux

Avec Jérôme

Fourquet

Atlantico : Avec le conflit social qui se prépare contre la loi el Khomri, les Français donnent l'impression d'être contradictoires... S'ils plébiscitaient à 71% un allègement des normes dans le code du travail à l'automne dernier ([voir ici](#)), ils désapprouvent aujourd'hui de déconstruire le modèle de protection sociale. Outre le rejet actuel qui ne suffit pas à former une démarche, que veulent vraiment les Français ?

Jean Petaux : On serait tenté de répondre : "Les Français veulent tout et son contraire"... Ou une réponse voisine mais plus populaire se rapportant au "beurre et à son argent". **En fait les Français sont dans une situation tout simplement paradoxale. Ils sont à la fois optimistes et pessimistes. Optimistes en considérant que les "choses vont aller mieux" dans les mois à venir pour le pays en général, mais pessimistes quant à leur devenir personnel.** Comme si leur perception individuelle de la réalité était forcément négative. On le voit dans un chiffre du sondage réalisé par TNS-SOFRES pour la Banque de France en préalable les journées de l'économie en octobre 2015. Il s'agit de la perception de l'augmentation du coût de la vie. **En août 2015, l'INSEE caractérise une croissance des prix de 0,3% sur les 12 derniers mois. Qu'à cela ne tienne : 71% des sondés qui estiment que les prix ont augmenté (7% pensent même qu'ils ont cru de plus 5% en 12 mois). Seuls 6% répondent que les "prix ont légèrement baissé".**

Voilà un exemple très pertinent de la perception que les Français ont de la réalité **cette vision est pratiquement nulle quand elle n'est pas totalement inversée.** Cela s'explique par plusieurs variables. En premier lieu la situation dans laquelle vous vous trouvez **impacte directement votre vision d'ensemble d'une réalité ("Un point de vue est toujours une vue d'un point" disait Pierre Bourdieu).** En deuxième lieu : **il n'y a justement pas de vision d'ensemble. Celle-ci est forcément abstraite, impalpable et n'est pas "immédiatement intelligible". Elle doit donc être "retranscrite" (ou si l'on préfère "médiatisée") pour être compréhensible.** Et, dernier argument (mais on pourrait allonger la liste) : **ce qui est "bon" pour quelques-uns ne l'est pas nécessairement pour tous les autres. La somme des améliorations particulières ne saurait être égale à l'impression d'amélioration générale.**

Il en va de même dans le rapport aux réformes de structure. Là encore le sondage que vous évoquez est très éclairant **On y constate que les Français interrogés sont très favorables à un "allègement des normes" en matière de droit du travail, d'impôt ou d'environnement.** Mais on mesure immédiatement ici le caractère extrêmement "fourre-tout" de cette question. Tous les thèmes sont considérés comme identiques et faisant partie d'un même ensemble. **C'est oublier que l'on peut être pour une baisse des impôts (surtout si en paie beaucoup sans avoir "optimisé" son IRPP) et, dans le même temps, pour un renforcement des normes environnementales** parce que l'on considère que la priorité absolue est la "lutte contre le dérèglement climatique". On peut aussi n'avoir aucune fibre écologique mais vouloir maintenir un code du travail fort et contraignant pour protéger les plus faibles et ne pas les laisser aux griffes des "affreux patrons capitalistes et exploités". **Bref, à mélanger toutes les réponses et tous les domaines ont parvient à faire que tout le monde se présente comme "réformateur"** et que, concrètement, la réforme est impossible parce que c'est toujours la "réforme qui profite à l'autre" qui est conduite et pas "celle qui me profiterait".

Il s'ensuit cette désagréable impression d'un **pays qui est estampillé, étiqueté, marqueté, hostile à toute réforme mais qui, en fait, se réforme sans le dire.** Lorsque les lampions des manif sont éteints. C'est d'autant plus dommage que tout le bénéfice de la "réforme heureuse" est systématiquement "trappé" **pour laisser la place aux cortèges des grincheux et râleurs qui occupent le devant de la scène** parce qu'il est plus facile de montrer les conservateurs que les réformistes et parce que les premiers font beaucoup plus de bruit que les seconds.

Jérôme Fourquet : La première question que l'on peut se poser est celle de savoir si les Français sont devenus libéraux. Dans les différentes enquêtes, **certaines mesures apparentées à une politique de l'offre sont acceptées par les Français.** De la même façon, **les candidats de droite se sont lancés dans une surenchère libérale, et n'ont pas l'air de pâtir dans l'opinion de cette doctrine. Pourtant, d'autres enquêtes d'opinion montrent que la loi El Khomri est rejetée.**

Même si le conflit s'étiole actuellement, ce conflit rentre en répit et cela fait maintenant deux mois que ses opposants battent le pavé, avec un nouveau palier dans cette mobilisation le 17 mai. Pour autant sommes-nous face à un paradoxe ? **Je crois qu'une majorité de Français, notamment à gauche a accepté de manière plus ou moins résignée, le Pacte de responsabilité et de compétitivité et le discours qui va avec qui consiste à dire que ce sont les entreprises privées qui créent de l'emploi** ; que nous sommes en train de décrocher dans la compétition mondiale, et qu'il fallait donc baisser le coût du travail. Cette idée est largement acceptée.

Là où le bat blesse, c'est qu'en en prenant conscience, et à l'approche de la fin du quinquennat, **l'exécutif a décidé de frapper fort avec cette réforme du code du travail.** Une chose est de dire qu'il ne faut pas que le coût du travail soit trop élevé, une autre est de dire, dans un contexte avec 10% de chômage, qu'il faut faciliter les licenciements, et lever les barrières psychologiques qui entravent les embauches. **Ce discours-là, force est de constater qu'il ne passe pas, et que la pédagogie n'a pas été faite.**

Même si dans le projet de loi était inscrit le Compte personnel d'activité, pour beaucoup de Français, ces protections supplémentaires n'étaient pas à la hauteur de la fragilisation qui allait découler de cette loi.

Aujourd'hui, les chauffeurs-routiers entrent en grève. Pourquoi ce secteur ? Parce qu'il y a très fréquemment recours aux heures supplémentaires. Dans ce secteur très exposé à la compétition, et où les salaires sont plus bas que la moyenne, il aurait suffi qu'une seule entreprise décide que ces heures supplémentaires ne soient pas rémunérées pour que toutes les entreprises doivent la suivre, pour aligner leurs tarifs avec elle... Les chauffeurs-routiers connaissent les contraintes de leurs patrons, et étaient donc plutôt d'accord avec le Pacte de compétitivité. Pour la loi El Khomri, on bascule dans un tout autre univers...

En quoi cette absence de position claire peut-elle découler d'un déficit de travail de fond de la part des responsables politiques dans l'établissement d'un diagnostic sur l'origine du mal qui touche la société française ?

Jean Petaux : Cette image d'une France bloquée, "grippée", incapable de se réformer, ne date pas d'aujourd'hui. Dans les années soixante, un célèbre sociologue, inspiré par la sociologie des organisations importée des USA, Michel Crozier et son centre de recherche (le CSO : "Centre de Sociologie des Organisations" qui existe toujours) ont **multiplié les travaux de recherche sur ces questions. On se souvient de quelques-uns de leurs titres "phares" et passionnants : "Le phénomène bureaucratique", "L'Acteur et le Système", "La société bloquée" et puis plus tard : "On ne change pas la société par décret".** Jacques Chaban-Delmas, fondamentalement réformiste (à défaut d'être un "grand travailleur"...) s'inspira beaucoup des travaux de Crozier et de son équipe pour lancer sa *"Nouvelle Société"* qui était un mixte (au moins dans l'appellation) de la *"Nouvelle frontière"* de John F. Kennedy et de la *"Grande Société"* de son successeur Lyndon B. Johnson. **Plus tard, après l'échec de Chaban tant en 1972 avec son renvoi de Matignon qu'en 1974 par sa défaite à la présidentielle, d'autres vont reprendre une partie des analyses de Crozier. Parmi ceux-là Michel Rocard** lui-même, dont d'ailleurs l'épouse d'alors dans les années 80 jusqu'au début des années 90, Michèle, était membre de l'équipe Crozier. On le voit bien les analyses n'ont pas manqué hier pour essayer de comprendre les blocages de la société française. **Aujourd'hui certains "think-tanks" différemment positionnés sur un axe idéologique "droite-gauche" cherchent à "innover" le "corpus" des partis politiques ou à inspirer des leaders politiques.** L'Institut Montaigne, Terra Nova, la Fondation pour la Politique (Fondapol), La Fondation Jean-Jaurès, Les Economistes atterrés : tous, les uns les autres, cherchent à poser un diagnostic critique sur la société française. Le vrai problème qui se pose ici **réside dans le caractère totalement contradictoire non seulement de l'analyse opérée mais des solutions proposées.** Il n'y a pas de convergence dans l'analyse des faits et de leur causalité et **pas de socle commun qui se dégage pour construire une "volonté claire" qui agrégerait une majorité de l'électorat.**

Inversement, en quoi cette absence de "volonté claire" de la part de l'électorat représente un défi important pour les responsables politiques ? Comment une telle situation se traduit elle dans les faits ?

Jean Petaux : Dans les années 80 le choix était relativement simple. **D'un côté (disaient les responsables politiques de droite) : la liberté, de l'autre : le collectivisme et les chars russes qui n'allaient pas manquer d'arriver sur la place de la Concorde 8 jours après l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et des "socialo-communistes". De l'autre côté (disaient les responsables politiques de gauche) : le capitalisme et ses grands groupes multinationaux qui font les coups d'Etat, au Chili ou ailleurs quand ils en ont envie, qui exploitent le tiers-monde, qui font de la France un petit pays satellite des Etats-Unis et qui exploitent les travailleurs alors que le socialisme doit les libérer ; d'ailleurs le socialisme par la "nationalisation des outils de production" et par la "décentralisation" apportera le bonheur à la France et aux Français.**

Quand vous avez face à vous une telle alternative tout est simple. **Le manichéisme est au plus haut. Il y a les bons et les méchants. Et ceux qui ne sont pas avec vous sont contre vous.** Aujourd'hui, en dehors de quelques commentaires postés sur Atlantico qui respirent un simplisme et une absence totale de nuance finalement assez rafraîchissants tellement ils sont idiots et "old style", **plus personne (même Jean-Luc Mélenchon ou Arnaud Montebourg) n'ose dire que la situation est facile à régler, tellement elle est complexe, tellement les causes et les conséquences sont emmêlées dans des configurations contradictoires et pratiquement inextricables.**

D'aucuns (c'est le cas d'Alain Juppé par exemple) estiment qu'il faut à tout prix dire la vérité aux Français et qu'à leur avoir mentis en 2012 on paie aujourd'hui le mensonge au prix fort dans leur refus des réformes. **Mais même là il y a une crise du diagnostic. On connaît bien la question de la dette. Certains économistes considèrent qu'il est totalement faux de parler de la "faillite d'un Etat comme la France".** Que le déficit des comptes publics n'est rien et que la dette que certains considèrent comme vertigineuse et quasiment insoutenable n'est en fait qu'un "jeu d'écritures". **Qui croire ? Qui a raison ? L'incommensurable imprécision et incertitude des analyses rend impensable et irréprésentable les solutions politiques d'éventuelle sortie de crise.** La responsabilité politique est ici confrontée à un enjeu majeur : **soit elle assume le risque de l'impopularité et est condamnée à la défaite, soit elle recherche la victoire et se doit de ruser avec la réalité.**

Jérôme Fourquet : On en a l'illustration aujourd'hui avec la loi El Khomri : Hollande ne l'avait jamais évoquée dans son programme **Il arrive en fin de mandat, et procède à une réforme dont on s'aperçoit que la charge est trop importante auprès des électeurs.** Les candidats de droite pensent eux l'inverse, c'est-à-dire qu'ils doivent **tout mettre sur la table avant d'être élus pour que l'élection présidentielle leur donne l'onction de mener les réformes impopulaires.**

Là où la situation se complique, c'est que les discours que l'on entend de la part des candidats à la primaire de la droite, avec une surenchère libérale, **s'adressent au coeur de l'électorat de droite, et ne préparent pas au second tour** où il faut rassembler au-delà de sa famille politique. Mais il y a **un risque que cela débouche sur un quiproquo : le candidat qui aura été désigné à la primaire, portant un projet très libéral et face à Marine Le Pen, a toutes les chances d'être élu au second tour, mais contre le Front national et non pour le projet de réformes libérales...** Il y a donc de fortes chances pour que **la mobilisation à laquelle nous assistons aujourd'hui se retrouve aussi pendant le prochain quinquennat.** Rappelons-nous qu'Arnaud Montebourg était pour une nationalisation partielle de Florange, et qui était soutenue par une majorité de Français.

En définitive, **les Français sont en faveur de solutions pragmatiques et efficaces, peu importe les étiquettes** Ils veulent que l'économie se remette en marche, et accessoirement que les prélèvements baissent. Ils sont donc en quelque sorte pour le rapport Gallois, qui préconisait de rétablir les marges des entreprises.

Peut-on considérer que l'émergence des multiples projets perçus comme alternatifs au jeu politique traditionnel (En marche !, FN, Nuit Debout) n'est que la conséquence de ce vide ? Dans le succès de ces mouvements, quelle part attribuer à leur caractère "différent" qui vient répondre à la demande "d'autre chose", et quelle part attribuer à une véritable adhésion au contenu proposé ?

Jean Petaux : La vraie difficulté qui se pose (y compris à l'analyste) c'est celle de l'évaluation des situations. **Soyons clair : aussi bien dans "En marche !" que dans "Nuit Debout" on ne peut parler "d'adhésion au contenu proposé". Il n'y a aucun contenu dans ces deux avatars du changement.** Dans les deux cas nous sommes dans le "work in progress" (hypothèse iréniste) ou dans "le cul de sac idéologique" (hypothèse réaliste). Dans les deux cas nous sommes aussi dans **des simulacres purs produits de la société du spectacle. "Nuit Debout" : simulacre de révolution par la logorrhée et la diarrhée verbale faussement spontanées et sérieusement manipulées par toute une série de groupuscules gauchistes et anarcho-libertaires** qui ne peuvent réprimer quelques régurgitations totalitaires et antisémites sorties de leur ordinaire quand le "juif Finkielkraut" passe trop près. **"En marche !" : vague remake de "Désir d'avenir", qui démarre comme un fan-club pour se développer comme un groupe d'amis sur Facebook accro à son Youtubeur chéri avant de finir avec une bonne gueule de bois le 23 avril 2017 vers 20h.** Auquel cas on pourra dire que l'on sera passé de Paul Ricoeur au haut le cœur...

Reste le FN qui fait presque figure de "vieille solution" désormais. **Vieille non seulement parce que les idées proposées par le parti de Marine Le Pen n'ont rien d'originales et de modernes, mais vieille parce qu'en passe d'être "passées de mode" à côté des fantasmagories "nocturnes et verticales" et "macroniennes".** En réalité le FN est bien la force politique organisée qui est en mesure de proposer une véritable alternative aux "programmes" proposés par la droite républicaine et le social-libéralisme hollando-vallien. **Tous les autres partis, trop fainéants, trop timorés, trop routiniers, ne parviennent pas à formuler pour chacun d'eux leur "ligne claire".** Et même le FN, dans le débat mal tranché, de la sortie ou non de l'Euro est en train aussi d'obscurcir son propre horizon idéologique. Le principal succès du FN, au moins depuis 2014, c'est qu'il incarne la seule véritable "grande alternance" par rapport au système politique et partisan dominant depuis 1958 d'abord et 1981 ensuite. **Les électeurs potentiels du FN n'en connaissent guère son contenu programmatique (pas plus que les électeurs de François Mitterrand en 1981 ne connaissaient les "110 propositions" du candidat à la "Force tranquille" alors). Ils n'y adhèrent que par "différence".** Dans le double sens du mot : "soustraction" (et pas des moindres) et "différentiation" (au moins dans l'affichage).

Jérôme Fourquet : L'insatisfaction de l'offre existante provoque la recherche d'autres voies de passage. Sur la question du chômage, il existait jusqu'à aujourd'hui un mélange de politique de l'offre et de la demande à la fois. **Les Français pensent qu'aujourd'hui, il faut sortir des jeux de postures pour essayer de nouvelles réponses, un peu comme ce qu'essayent de faire Emmanuel Macron, Arnaud Montebourg, mais aussi le Front national. Mais encore faut-il avoir la crédibilité pour les convaincre.**